

# LA TRIBUNE DES PEUPLES

Un an. Six mois. Trois mois.  
PARIS..... 24 fr. 12 fr. 6 fr.  
SEINE..... 28 " 14 " 7 "

JOURNAL QUOTIDIEN.

Un an. Six mois. Trois mois.  
DÉPARTEMENTS... 32 fr. 16 fr. 8 fr.  
ÉTRANGER..... 40 " 20 " 10 "

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé (franco) à M. CH. EDMOND. — Les manuscrits déposés ne seront pas rendus. — Les lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

## AVIS IMPORTANT.

Les personnes qui prendront un abonnement à la TRIBUNE DES PEUPLES, recevront GRATUITEMENT le journal jusqu'au premier avril : les abonnements ne comptant que de cette époque.

On s'abonne dans les départements, chez tous les directeurs des postes ; à l'étranger, chez les principaux libraires.

## POLITIQUE GÉNÉRALE.

PARIS, 21 MARS 1849.

### DE LA PÉRECUSSION DE LA PRESSE.

Depuis un certain temps les saisies de journaux populaires et les condamnations ne discontinuent pas.

Nous savons combien il est inutile de dire aux ministres actuels de la République ce qu'ils ont tant de fois dit, comme membres de l'opposition, aux ministres de Louis-Philippe. On commence généralement à considérer comme un axiome constitutionnel ce fait, que les promesses d'un Barrot, avocat, ou d'un Faucher, journaliste, n'obligent en rien le président du Conseil et son collègue, le ministre de l'intérieur.

On en appelle même à l'histoire pour prouver que jamais une idée ou une passion ne s'est emparée du pouvoir qu'à condition de se renier elle-même. Nous croyons au contraire que ce cynisme d'apostasie, érigé en axiome, est un mal politique tout nouveau qui caractérise notre époque. Il y a eu dans l'ancienne Rome, des ministres et des accusateurs publics qui se vengeaient sans pitié contre les clubs, les mouvements socialistes et même les écrits des chrétiens. On traitait ces chrétiens de *mangeurs d'hommes*, on les forçait, par les tortures de la question, à expliquer aux prêtres de Jupiter, aux délégués de l'empereur-Dieu et au public païen du prétoire les mystères de la cène.

Les écrits infâmes que la police d'alors recherchait partout, c'étaient les épîtres des saint Pierre et des saint Paul. Nous savons tout cela ; mais jamais un chrétien, élevé au rang de ministre ou de préfet de Rome, n'a donné l'exemple d'apostasie, n'a sévi contre les siens. L'histoire au contraire, est pleine d'exemples de proconsuls et de préteurs déposant au pied du tribunal leurs toges et leurs faisceaux pour partager le sort des accusés qu'ils étaient appelés à condamner. L'apostasie, telle que nous la voyons devant nos yeux, est un phénomène nouveau, plus difficile à expliquer qu'on ne pourrait se l'imaginer.

Sous le règne de Louis-Philippe, ce fait semblait résulter de l'idée gouvernementale. Le gouvernement d'alors proclamait le culte des intérêts matériels ; tout s'expliquait par l'intérêt. Pour apprécier l'opportunité d'un réquisitoire, pour saisir le sens d'une condamnation, on n'avait qu'à évaluer ce que cela rapportait, en argent ou en places, aux ministres, aux procureurs, à leur famille et à leurs adhérents !

Il n'en est pas ainsi de nos ministres et peut-être même de nos procureurs du jour. Le citoyen Barrot a généralement la réputation d'homme intègre ; ses collègues, ceux du moins qui sont un peu connus, passent aussi pour d'honnêtes gens.

Désintéressés, au point de vue de l'argent, d'où leur vient donc cette colère anti-révolutionnaire, cette soif de persécutions, à ces hommes d'une nature si peu passionnée, dont quelques-uns même n'ont qu'une ambition facile.

C'est qu'en réalité ils ne sont que les instruments d'une faction qui, chassée des Tuileries par le Peuple, en Février, règne et gouverne aujourd'hui à l'Élysée. Cette faction a trouvé dans le ministère le corps le plus propre pour s'y incarner. En effet, qu'est-il donc ce ministère, sans foi, sans idée et sans initiative, qu'est-il par lui-même, sinon un corps sans âme ?

Ainsi la force persécutrice lui vient du dehors ; son fiel, ses haines, ses craintes, il les emprunte à l'ancien ordre de choses, à ses amis politiques, à ses collègues d'autrefois, aux procureurs, aux financiers et aux généraux de la monarchie, aux Dupin, aux d'Argout, aux Fould et aux Bugeaud ! Le remède du mal est dans les élections. C'est au Peuple à voir s'il veut laisser à ces hommes le pouvoir réel, après avoir donné à d'autres le pouvoir nominal ?

La Presse persiste à défendre la liberté des clubs. Elle prouve par les déductions d'une logique rigoureuse que la défense de parler implique dans l'avenir l'ordre de se taire. En Amérique, on a la liberté de tout dire ; en Russie, on est, de par la loi, forcé de dire ce que dit le gouvernement. La République amé-

ricaine et l'autocratie russe sont dans la logique. La France continue à flotter entre ces deux nécessités également logiques.

A l'appui des arguments de la Presse, nous citerons une anecdote russe. Le jour où l'on exécutait le colonel Pestel, condamné comme conspirateur, son père, le sénateur Pestel, était obligé de paraître à la cour ; et non-seulement d'y paraître, mais d'y avoir une contenance légale, de prendre part aux conversations. La loi russe lui défendait le silence.

Or, il est certain que les mesures essayées par le gouvernement français contre la liberté de la parole conduisent fatalement jusqu'à l'ordre de parler en faveur du gouvernement.

Nous nous posons une question que le public, nous en sommes sûr, se fait chaque jour en lisant la Presse. Pourquoi cette même Presse, qui défend avec tant d'habileté toutes les libertés en théorie, les combat-elle avec tant d'acharnement dans l'application ? La Presse sait très bien que dans la guerre de la Pologne contre la Russie, dans la guerre de l'Italie contre l'Autriche, dans la guerre slave et hongroise contre les dynasties et les diplomates actuelles, il ne s'agit pas d'une autre question que de celle que la Presse vient de préciser, question de savoir si l'Europe réussira à conquérir toutes les libertés sociales, ou si elle doit perdre jusqu'à la liberté de garder le silence.

Pourquoi donc la Presse, d'ordinaire si logique, prend-elle la défense du système russe, autrichien, papal, diamétralement opposé au système qu'elle semble défendre en France ? Serait-ce par défaut de logique ? Nous craignons qu'il n'y ait au fond de sa défense une logique dont la profondeur échappe même aux logiciens du *Journal des Débats*, la logique de feu Talleyrand. Talleyrand, tombé en disgrâce auprès de Napoléon, n'en continuait pas moins à donner de bons conseils à l'empereur, mais il en donnait encore, en même temps, de meilleurs aux monarches de la coalition.

Il lui était logiquement prouvé qu'on ne pouvait vaincre Napoléon qu'à l'aide de l'étranger. Les ennemis les plus habiles de la révolution suivent la même tactique. Ils savent trop bien que si on parvient à détruire définitivement la liberté de la Pologne, si on la détruit définitivement en Italie et en Allemagne, on pourra alors en avoir facilement raison à Paris. Rien de plus logique !

Hier, et par deux fois, le citoyen Pierre Leroux a été appelé à l'ordre par M. Marrast. On a même été jusqu'à lui ôter la parole. Ce ne sont pas les théories et les arguments du citoyen Pierre Leroux qui excitent des tempêtes dans la Chambre : la majorité des députés est très-versée dans les théories ; elle écoute avec une patience exemplaire des arguments hostiles à ses intérêts du jour, pourvu qu'il n'y ait là rien de sérieux, rien de sincère. Le citoyen Pierre Leroux est un homme de foi ; c'est son accent de profonde conviction qui produit sur les consciences paralysées l'effet d'un moxa.

### Séance de l'Assemblée.

Nous l'avons déjà dit une fois et nous le répéterons encore souvent, ce qu'il nous faut avant tout, ce sont des hommes nouveaux. L'ancien monde a croulé le 24 février en France ; et depuis nous n'entendons que le craquement des vieux systèmes dans toute l'Europe. Un nouvel horizon s'ouvre devant nous, la société demande qu'on lui élève un nouvel édifice : en ayant donc tes matériaux nouveaux, et les jeunes travailleurs qui accompliront leur œuvre avec une entière abnégation de leurs propres intérêts, avec un véritable amour du Peuple.

Ne nous abusons pas jusqu'au point d'espérer que les hommes qui nous gouvernent aujourd'hui, usés par les vieilles doctrines, abdiquent enfin leurs opinions traditionnelles pour se plier sincèrement au nouvel ordre de choses. Tout en gaspillant le temps dans des discussions métaphysiques sur la valeur des mots, ils nous feront des lois que la police d'un côté, et de l'autre l'exaspération des républicains expliqueront arbitrairement.

Entre la force brutale déchaînée et le désespoir rongé par le frein de la doctrine, la liberté devra nécessairement périr. Elle commence déjà à soutenir de bien rudes attaques, comme nous en avons la preuve dans la manière dont MM. les dépositaires du pouvoir ont traité aujourd'hui la Constitution.

Rappelons ici l'article 8 ; nous entrons dans une phase où nous ne saurions trop rappeler tant à messieurs les représentants qu'au pays qui juge leurs actes les termes de la Constitution.

« Les citoyens ont le droit de s'associer, de s'assembler paisiblement et sans armes, de pétitionner, de manifester leur pensée par la voie de la presse ou autrement. »  
« L'exercice de ces droits n'a pour limites que les droits ou la liberté d'autrui et la sécurité publique. »

Ainsi que nous le voyons, la Constitution n'offre, sous aucun point de vue, matière à des conclusions pareilles à celles que le cabinet voudrait en déduire aujourd'hui, en proposant l'interdiction des clubs. Il ne s'agit ici ni de permanence ni de périodicité ; la loi dit formellement que les citoyens ont le droit de s'assembler et de manifester leur pensée, à condition toutefois de respecter la liberté d'autrui et la sécurité publique. Or qu'est-ce que les clubs, sinon l'exercice de ce droit solennellement concédé par le législateur ?

Mais, disent les ennemis de l'ordre, c'est-à-dire les réacteurs, le législateur n'a-t-il pas limité le droit de réunion par les exigences de la sécurité publique, de cette sécurité que les clubs s'efforcent de troubler, et n'a-t-il pas par cela même octroyé au pouvoir la faculté d'étouffer ces foyers d'anarchie ?

Non, répondrons-nous ; en raisonnant ainsi vous dénaturez la loi dans votre intérêt propre. La loi sans doute a voulu prévenir les écarts, les abus de la licence, et à cet effet elle s'est armée de la force répressive ; mais, dans aucun de ces termes, elle n'a indiqué le droit de suppression.

En se servant de cette dernière mesure, il est évident que le ministère viole ouvertement la Constitution. C'est aussi dans ce sens que M. Crémieux a déclaré que la commission retirait son projet de loi, qu'elle se regardait comme dissoute, ne voulant pas participer à la réglementation de la tyrannie contre le droit.

La déclaration franche et hardie de l'honorable rapporteur a forcé la réaction à lever le masque. M. de Charencey est monté à la tribune pour défendre le projet de la minorité de la commission, il a avoué ouvertement que le gouvernement était décidé à interdire toutes les associations politiques.

Ici le parti républicain a vu l'ennemi en face ; il a compris l'importance de la situation, et quand le paragraphe a été mis aux voix, il s'est abstenu de voter. On a dû procéder au scrutin de division, et pendant que les huissiers se livraient à cette longue opération, la gauche s'est réunie pour délibérer dans l'ancienne salle des séances.

Il serait difficile de peindre l'exaspération du parti républicain. M. Crémieux, dit-on, aurait déclaré qu'il n'y avait qu'un seul moyen d'en finir avec le parti ministériel, l'appel au peuple.

Nous comprenons parfaitement l'exaspération de M. Crémieux, mais nous n'en approuvons pas moins pour cela les paroles conciliantes de M. Goudchaux, qui a fait comprendre à ses collègues que l'Assemblée, pour le bien même de la République, ne devait pas recourir en ce moment aux moyens extrêmes, qu'elle avait des misères à soulager, qu'en renonçant au vote elle procéderait à sa dissolution immédiate, et par conséquent abandonnerait le budget aux mains réactionnaires, enfin qu'elle livrait le pays, pieds et poings liés, jusqu'au temps des élections, à l'arbitraire du cabinet.

La gauche, tout en prenant le parti de signer une protestation, s'est décidée à donner son vote et le second paragraphe de l'art. 1<sup>er</sup> de la commission a été adopté par 464 voix contre 150. Un nouveau scrutin de division a été réclamé sur l'ensemble de l'article. Le ministère a obtenu 100 voix de majorité.

Vers la fin de la séance, M. Victor Lefranc, au grand mécontentement de M. le président du conseil, blessé de cette preuve d'insubordination de la part d'un de ses fidèles, a proposé, dans un article additionnel, de définir les associations permanentes placées en dehors de l'interdiction contre les clubs. La droite a demandé le renvoi de cet amendement à la commission et l'Assemblée s'est empressée d'obtempérer à cette demande.

Nous demanderons seulement à quelle commission sera renvoyé le projet de M. Victor Lefranc, puisque la majorité de cette commission avec son rapporteur, M. Crémieux, en tête, s'est complètement retirée du débat. C'est là une question difficile à résoudre pour des hommes qui respectent la légalité ; mais la solution n'en coûtera rien au ministère actuel, nous en sommes malheureusement certains.

## AMNISTIE !

Toute chose a sa raison d'être.

Que l'autocrate décime une population en révolte ou toujours prête à s'y mettre, qu'il célèbre chaque anniversaire de sa naissance par des incarcérations, des exécutions et des tortures, au sein de cette population subjuguée, qu'il en remplisse les cachots de ses citadelles, les mines de la Sibérie, ou l'envoie au Caucase, cet autocrate fait son métier de despote. Métier exécrable ! Mais enfin l'empereur Nicolas reste dans sa ligne d'autocrate en exterminant la Pologne.

Pour elle donc, comme pour les conjurés russes du 14 décembre, de la part de Nicolas, point d'amnistie ! Qu'un César autrichien emploie son Windishgraetz à bombarder Vienne, son Jellachich à saccager Pesth, son Radetzki à dévaster Milan, ce César-là fait également son métier de César. Il y a une fatalité qui force tous les rois à commettre les mêmes crimes pour reculer, selon les circonstances, pour hâter le renversement de leurs trônes.

Ainsi pour Vienne, Pesth et Milan, de la part de François-Joseph, point non plus d'amnistie !

Mais dans une République il en doit être autrement. Rien de fatal ne lie le chef de l'état, comme dans une monarchie ; rien, si ce n'est le devoir de se montrer digne de la République et, par conséquent, d'inaugurer son entrée au pouvoir par un de ces actes réclamés du Peuple toujours généreux, lui, après la victoire, par l'amnistie.

Mais le ministère, mais l'Assemblée nationale, mais la réaction ?

Le ministère ? Eh quoi avec six millions de suffrages qu'a-t-on besoin de demander l'assentiment de ses ministres pour faire un acte de clémence ! Les ministres s'opposent, le chef de l'Etat les change et tout

est dit.

L'Assemblée nationale ? Ah oui, nous savons qu'elle ne partage pas entièrement certaines vues ; mais, avec six millions de suffrages, pourquoi donc s'appuyer sur la partie du parlement hostile à ces vues ?

La réaction ? sans doute elle est forte, elle est habile ; cependant, avec six millions de suffrages, n'a-t-on pas, si on le veut, toute la force, toute la science du Peuple ?

Dans ce cas vouloir c'est pouvoir.

Ainsi amnistie pour tous, amnistie ! c'est là, encore une fois, le vœu du Peuple.

### Correspondance particulière de la TRIBUNE DES PEUPLES.

Prague, 14 mars.

Au moment où je vous écris le mouvement slave, jusqu'à présent indignement faussé et exploité par la réaction austro-russe, se prononce contre les ennemis de la révolution.

C'est ainsi que les Serbes, réconciliés avec les Hongrois, par l'investiture du banat et du voïévodat donnée par Kossuth à leur chef populaire, Stratimirovitch, sont prêts à faire cause commune avec les Magyars.

En Bohême l'acharnement des Allemands contre les Tchèques cède à l'instinct commun de tous les peuples, au sentiment de toutes les démocraties, celui de combattre et de terrasser la réaction. Déjà on a vu ces deux races se donnant la main dans les rues de Prague et allant faire un auto-la-fé de la charte octroyée par le jeune empereur. Dans quelques jours nous les verrons peut-être fraterniser sur les barricades et désavouer dans un élan d'enthousiasme révolutionnaire les vieilles haines de peuple à peuple.

Du reste les vrais patriotes allemands brûlent d'une sympathie fraternelle pour les Slaves qui veulent secouer le joug commun, ce qui fait que tous les mouvements qui vont avoir lieu seront solidaires.

Voilà certes un grand progrès, une grande victoire pour la Révolution. Dans cette sainte communion des peuples, c'est à nous Polonais qu'appartient l'initiative. C'est notre concours qui sauve la Hongrie, qui ouvre les yeux aux Slaves du midi, qui donne le coup de grâce à la politique des Habsbourg. Vous savez les nouvelles récentes des victoires remportées par Bem et Dembinski. Fiez-vous à la cause de la Révolution.

En Autriche elle ne périra pas ; peut-être jamais n'a-t-elle été plus près du triomphe. Déjà on voit trembler à Vienne le bourreau Welden ; Windishgraetz cède son commandement avec rage ; Jellachich, remplacé dans son dictatorial sur les Slaves du Midi par Stratimirovitch et mis au ban des peuples de notre race comme un traître à la révolution, se verra obligé d'aller demander à l'autocrate des secours contre ses propres compatriotes.

En un mot, Vienne, la Bohême et les Serbes, prêts à faire cause commune avec les Hongrois ; l'Allemagne sur le point de se lever comme un seul homme à la nouvelle de l'intervention russe, cette Allemagne enfin guérie de sa manie d'envahissement, maudissant la politique de Francfort et donnant le bras aux démocrates des deux autres races, voilà certes un avenir plus riant, plus beau que vous ne vous y êtes attendu.

Pour décider aujourd'hui du sort de l'Europe, il ne faudrait que mettre dans la balance l'épée de la France. Mais il paraît que nous serons obligés de faire notre œuvre à nous tout seuls ; et nous la ferons.

JULES B.

## REVUE DE LA PRESSE.

Le *National* en rapportant le discours de Pierre Leroux contre les clubs, cite la phrase dans laquelle l'orateur fait allusion à l'exécution des condamnés de l'affaire Bréa. Il appuie cette citation de quelques réflexions, mais d'un ton si timide, si embarrassé qu'il est aisé de comprendre que ce journal n'a pas la conscience tranquille à l'égard de ces malheureux. On dirait qu'il a honte du régime qu'il nous a octroyé pendant un temps assez court, il est vrai, mais trop long encore puisque ce régime a eu le loisir de commettre tant d'illégalités. Si le *National* revient à de meilleurs sentiments, nous l'en félicitons sincèrement, car la République n'a jamais eu besoin de plus de véritables défenseurs en présence de l'abandon dans lequel la laisse une chambre nommée pour l'établir et la consolider.

La *Réforme* fait une appréciation très juste de la séance d'hier. Nous citons d'elle un extrait qui, mieux que tout compte-rendu, donnera une idée de son article :

Ce qui nous touche et nous attriste profondément, c'est que l'Assemblée nationale, en votant en principe l'interdiction des clubs, vient d'entrer dans une voie qui sera suivie par le législatif, et qui conduit aux révolutions ; c'est qu'elle a donné le premier exemple des violations hypocrites de la loi fondamentale, de la constitution, son œuvre ; c'est qu'elle donne prétexte et motif aux aventures téméraires, aux représailles des partis, comme à de nouveaux empiètements !

Voilà ce qui nous irrite et nous épouvante, nous, républicains sérieux ; et si ces sous-éternels qui s'appellent les conservateurs étaient capables de se souvenir ou de voir à deux pas devant eux, ils comprendraient comme nous qu'ils viennent de provoquer et de réveiller les guerres.

« Il nous reste plus la force de maudire et de nous indigner, s'écrie le Peuple, nous, les partisans de la liberté absolue. » Ce vote est une violation si flagrante du droit imprescriptible des citoyens qu'après l'exposé de M. Crémieux, M. Odilon-Barrot n'a pas osé se rallier entièrement au projet de la Commission, et qu'il



a déclaré adopter celui de la minorité de cette Commission. Cette dernière réflexion du *Peuple* en dit plus que tous les plus longs articles; les ministres eux-mêmes ont honte de leurs projets de loi et n'osent les soutenir jusqu'à la fin.

La *Révolution démocratique et sociale* flétrit aussi le vote d'hier. Il est impossible en effet aux républicains de se taire en présence d'un pareil excès. Que toute la *Presse* républicaine, à quelque nuance qu'elle appartienne, serre ses rangs; il faut se tenir ferme en présence des nouveaux dangers qui peuvent encore menacer la liberté.

Nous citons deux extraits de la *Démocratie Pacifique*, elle combat comme tous les démocrates pour la cause commune.

Supprimer les clubs, c'est affaiblir la Révolution, c'est déshonorer en partie la République contre ses ennemis intérieurs et extérieurs.

A notre avis, le vote d'aujourd'hui est un double malheur, d'abord parce qu'il est formellement contraire à la Constitution; puis il livre les républicains aux royalistes: car évidemment la révolution n'est pas terminée. Licencier l'armée républicaine avant la fin de la bataille, c'est, il faut l'avouer, peu habile pour une Assemblée qui se croit républicaine.

Le *Crédit*, tout en blâmant le vote de l'Assemblée d'hier, fait voir qu'il garde ses antipathies par le compte-rendu qu'il fait des discours de quelques orateurs qui ont défendu la liberté. Il nous semble que, dans ces circonstances semblables, toutes dissensions intestines doivent disparaître; ce n'est pas en présence de l'union de la réaction que les républicains doivent se diviser.

Le *Constitutionnel* embouche la trompette; il est dans son grand jour. César, après la conquête des Gaules, n'a pas triomphé avec autant de gloire. Ce digne journal a sans doute illuminé hier la façade de son établissement; la liberté, pour lui, est reconquise: on a fermé les clubs. Désormais nous allons être bien heureux: la France n'attendait que ce vote pour reprendre confiance et se relever; aussi, avec quelle *loyauté* le ministère n'a-t-il pas présenté son projet, avec quel *empressement* la Chambre ne s'est-elle pas pressée de l'adopter. Un léger nuage perce pourtant dans la joie du *Constitutionnel*: pourquoi n'a-t-on pas adopté le projet de la majorité? Après cela, c'est un léger malheur: les termes de l'ordonnance nouvelle sont assez élastiques.

L'*Evénement* a des aperçus vraiment inmineux. Nous ne savions pas encore ce que c'était que les clubs, eh bien! l'*Evénement* nous l'apprend, c'est une boutique où l'on vend du vin frelaté; d'où l'*Evénement* conclut qu'on a bien fait, très bien fait de les supprimer. D'abord, ils auraient pu faire concurrence aux réunions électorales que veut à tout prix organiser ce journal. Ensuite l'*Evénement* est trop philanthrope pour admettre de donner du vin frelaté à ce peuple dont il défend si bien les droits. Il ne faut pas s'y tromper, il défend le peuple, à preuve, il applaudit à la fermeture des clubs. Peut-on demander plus?

L'*Assemblée nationale* renferme dans son numéro l'équivalent de tout ce que les journaux monarchistes contiennent d'hostile à la République. Ce journal se flatte de marcher à la tête de la réaction, c'est un honneur qu'il peut s'attribuer avec justice, personne ne songera à lui contester le pas, et il ouvre, du reste, dignement la marche. Nous dirons, nous, que sous n'importe quel ministère de Louis-Philippe nous n'avons vu aucun journal digne d'être comparé à l'*Assemblée nationale*. C'est vraiment une bonne fortune qui a manqué au ministère Guizot.

## TRIBUNE DES PEUPLES.

### FRANCE.

Le *Moniteur* dans sa partie officielle contient

4° Un arrêté du Président de la République qui nomme M. Dupan, avocat, aux fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Pamiers (Ariège), en remplacement de M. Pelleport;

2° Un arrêté du ministre de l'instruction publique et des cultes relatif à l'exécution de l'arrêté du gouvernement du 16 décembre 1848 portant organisation des travaux des services diocésains.

Aujourd'hui, vers deux heures, la salle des Conférences, la salle des Pas-Perdus et les couloirs de l'Assemblée étaient remplis d'une agitation extraordinaire. Le refus d'une partie de l'Assemblée de prendre part au vote sur le deuxième paragraphe de la loi sur les clubs, en était cause. Voici comment on nous a expliqué cette abstention :

Ce matin, la minorité qui avait voté hier contre l'interdiction des clubs, s'était réunie au Palais-National, et avait résolu de s'abstenir aujourd'hui dans le vote sur le second paragraphe de la loi. On a procédé au scrutin, qui s'est trouvé annulé faute d'un nombre suffisant de votants. La minorité s'est alors retirée dans l'ancienne salle des séances pour protester : 200 membres environ étaient présents; MM. Crémieux, Senard, Lagarde, Goudchaux, Pascal (d'Aix), ont pris la parole pour annoncer qu'une protestation éclatante devait être adressée au pays et à l'Assemblée, contre la violation manifeste de la Constitution, dont s'était rendu coupable le ministère, en présentant un projet de loi sur les clubs.

M. Schœlcher et quelques autres membres ont voulu aussi prendre la parole; mais en ce moment la réunion s'est séparée. On disait que MM. Murras et Goudchaux, malgré les invitations répétées de leurs collègues, avaient pris part au vote. MM. les généraux Cavaignac et de Lamoricière étaient présents à la réunion; mais nous venons de parler.

MM. Crémieux, Pascal Duprat et quelques autres membres se sont retirés dans un bureau pour rédiger la protestation. A trois heures, M. le général Changarnier, accompagné de deux de ses aides-de-camp, tous trois en habits de ville, entraient dans la salle des Pas-Perdus, se dirigeant vers la salle des séances.

### COMITÉS ET COMMISSIONS.

Le comité des finances est chargé de l'examen des deux projets de loi présentés par M. le ministre des affaires étrangères.

Un est relatif à un crédit extraordinaire de 640,000 fr. pour le paiement du subside consenti en faveur du gouvernement oriental de Montevideo.

Dans la séance du 30 décembre dernier, l'Assemblée nationale a accordé au département des affaires étrangères un premier crédit de 600,000 francs destiné au paiement des termes échus du subside mensuel consenti en faveur du gou-

vernement de Montevideo par la convention du 12 juin 1848. Ce crédit est épuisé.

De nouvelles traites émises par le conseil général chargé d'affaires de la République ont été présentées à l'acceptation qui a été ajournée faute de provisions nécessaires pour garantir le paiement des traites; il devient donc urgent de demander à l'Assemblée nationale un second crédit.

Le second projet est relatif à un crédit supplémentaire de 480,000 fr. à ouvrir au ministère des affaires étrangères pour frais de voyage et de courriers et pour missives extraordinaires de l'exercice de 1848.

— Le chapitre de voyages et de courriers, doté de 600,000 fr. dans le budget primitif, a reçu du budget rectifié un supplément de 450,000 fr., en tout 1,050,000 fr. Les dépenses subies par ce chapitre pendant les exercices précédents se sont élevées annuellement à près de 4,200,000 fr. Malgré des efforts persévérants de la part du ministère des affaires étrangères, ces mêmes dépenses n'ont pu descendre au-dessous de 4,200,000 fr. Ce chiffre énorme s'explique par les nombreux remplacements qui ont eu lieu à la suite des événements de février 1848 dans le choix des agents politiques et consulaires. Il a fallu faire faces, non seulement aux dépenses des nouveaux titulaires, mais aussi au retour des agents remplacés.

Le crédit de 750,000 fr. étant épuisé, le crédit supplémentaire demandé est indispensable.

Il faut avouer que nous sommes représentés à l'étranger par de singuliers diplomates. Les uns tiennent le gouvernement dans une ignorance complète de ce qu'il importerait le plus de connaître; les autres, se prétendant plus habiles, s'évertuent à donner, de bonne foi sans doute, le caractère de la réalité à des conceptions imaginaires.

M. Bois-le-Comte, notre ministre à Turin, appartient à cette dernière catégorie. Nous apprenons de source certaine que c'est sur la foi de ses dépêches confidentielles qu'on aurait bâti l'expédition de Toulon.

Pendant que l'Italie et l'Europe connaissent la détermination de Charles-Albert de défendre enfin l'indépendance italienne, en tirant son épée contre les Corses, M. Bois-le-Comte, se croyant mieux informé que tout le monde, leurrait le cabinet Barrot d'une douce illusion.

Il disait que le vrai motif des armements du roi de Sardaigne était d'étouffer l'anarchie en Toscane. Aussi nos gouvernants, en cachant leur joie aux regards des profanes, se hâtèrent-ils de faire activer les préparatifs de Toulon, afin de seconder à Civita-Vecchia la conjuration prononcée contre la liberté italienne.

Le manifeste et le départ de Charles-Albert sont venus mettre fin, comme on le suppose, à cette sottise comédie jouée dans les coulisses.

M. Bois-le-Comte n'en restera pas moins notre ministre à Turin. Trop de zèle en faveur de la sacristie ne saurait le discréditer aux yeux de M. Falloux! Quant aux dépenses inutiles qu'entraînaient des bévues de ce genre, le Peuple, taillable et corvéable à merci, est là pour les supporter.

### AUX TOSCANES

Paris, le 14 mars 1849.

Frères de la Toscane, Le Peuple français admire votre courage, il applaudit avec une ardente sympathie à tous les actes que vous inspire le génie des révolutions utiles à l'humanité.

Après avoir vaincu par votre énergie seule la vieille puissance de vos ducs, vous avez compris que le triomphe de la démocratie italienne était dans l'unité, et vous avez envoyé vos représentants à la constituante, qui siège à Rome.

Au nom de la solidarité qui unit la France libre à l'Italie libre, recevez nos félicitations.

C'est de l'alliance sainte de Rome et de Florence affranchies, c'est de leur puissante union que sortira l'indépendance de votre belle péninsule.

Poursuivez cette œuvre glorieuse, apprenez aux nations opprimées que celles qui veulent être libres le sont toujours. L'enthousiasme qui anime vos conseils électrisera les masses, embrasera les cœurs, les hordes des rois coalisés se disperseront devant vos mâles résolutions, et bientôt tous les Italiens n'auront qu'une seule patrie, l'Italie. L'avenir est à vous.

Vive la République italienne!

Suivent les signatures des représentants du Peuple siégeant à la montagne.

### POLOGNE.

Une correspondance d'un Allemand de Posen du 14 mars, insérée dans le *Journal de Francfort* du 17, contient les détails suivants sur l'attitude menaçante de l'armée russe :

« Les nouvelles du royaume de Pologne deviennent de jour en jour plus menaçantes, et il n'y a plus de doute que tout y prend une attitude guerrière comme si le commencement de la guerre était déjà définitivement arrêté. L'armée russe s'étend tout le long de notre frontière, depuis Kowno jusqu'au-delà de Kalisch. Son quartier général se trouve maintenant dans la première de ces villes, et on prépare tout près de Kalisch un camp formidable pour plus d'un corps d'armée. Une partie de troupes l'ont déjà occupé. Un régiment de Cosaques nouvellement arrivé bivouaque à notre frontière dans la direction de Plock et un parc d'artillerie dans les environs de Taliczkowo se trouve si près de notre territoire que les bouches à feu dépassent notre ligne frontière.

Les intendans de l'armée sont en pleine activité; ils organisent partout des forces de campagne et ils ont acheté tous les blés qui se trouvaient sur les frontières. Aussi le prix des grains est plus élevé dans le royaume de Pologne que chez nous. Les paysans ont vendu tout leur avoine en gerbes pour remplacer le foin dont on manque pour les régiments de cavalerie. La tenue des troupes russes est excellente, les régiments de cavalerie et d'artillerie surtout sont bien équipés. Il est évident qu'il ne s'agit pas ici d'une attitude défensive. On exerce les troupes dès quatre heures du matin jusqu'au coucher du soleil presque sans interruption. Cette fatigue que rend plus dure encore le mauvais temps, est calculée; on ne veut pas laisser aux soldats et aux officiers un moment pour réfléchir sur ce qui se passe en Europe.

La peur gagne nos habitants des frontières et le nombre des fugitifs qui arrivent à Posen s'accroît à une invasion russe augmente de jour en jour. On croit généralement que les Russes ont conclu une alliance avec les Danois et que la reprise des hostilités dans la Slesvig sera le signal pour les Russes de franchir notre frontière. Outre cela, on est persuadé que la Russie considère la démarcation du grand-duché comme contraires au traité de Vienne, qu'elle demandera le rapport de la Constitution octroyée, et qu'elle s'opposera à une nouvelle organisation de l'Allemagne.

Il n'est pas étonnant qu'au milieu de toutes ces circonstances les esprits des Polonais du grand-duché soient fortement agités et nous nous attendons malheureusement (le correspondant est un Allemand) à une nouvelle lutte avec les habitants polonais, quoique les journaux polonais nient

décidément tous les bruits qui circulent à cet égard. Aussi les autorités prussiennes demandent-elles à grands cris des renforts de garnison pour sauvegarder les habitants allemands. Les Polonais devraient pourtant savoir que le moindre mouvement de leur part aurait pour résultat l'entrée immédiate dans les provinces de leurs ennemis implacables.

Nous ferons remarquer à ce correspondant que les Prussiens, conjointement avec leurs employés et les Juifs, se sont montrés l'année passée et se montrent encore à Posen non moins implacables contre la nationalité polonaise que les Russes. Le correspondant termine sa lettre en expliquant aux Allemands le motif de la sympathie des Polonais pour la cause hongroise. « Les Polonais, dit-il, espèrent que les Hongrois une fois vainqueurs, un incendie général embrasera tous les pays slaves. »

### ITALIE.

TURIN, le 16 mars. La proclamation suivante a été adressée par le général major Chrzanowski, à l'armée subalpine :

« Quartier général d'Alexandrie, le 14 mars : Soldats! les jours de la trêve sont écoulés et nos vœux exaucés. Charles-Albert revient se placer à la tête de vos rangs de braves. L'armistice est dénoncé et les jours de gloire vont recommencer pour les armes italiennes.

« Soldats, le moment est suprême, courez à la bataille qui sera pour vous une victoire certaine. A l'exemple de vos princes qui combattent dans vos rangs, à la voix de votre Roi qui vous conduit, courez, prouvez à l'Europe que vous n'êtes pas seulement le boulevard de l'Italie, mais encore les vengeurs de ses droits.

« A l'approche de vos armes, les populations opprimées changeront leurs plaintes en cris de joie, et vos frères sauront voler dans vos bras partager l'ivresse du triomphe obtenu.

« Soldats! plus grand sera votre élan et plus prompt sera la victoire; plus vive sera la lutte, et plus tôt vous rentrerez couronnés de laurier au sein de vos familles, fiers d'avoir une patrie libre, indépendante, heureuse.

« CHRZANOWSKI. »

MILAN, 14 mars. — Le maréchal Radetzky a adressé la proclamation suivante à son armée :

« Quartier général de Milan, le 12 mars.

« Soldats, vos vœux les plus ardents sont accomplis : l'ennemi nous a dénoncé l'armistice. Une deuxième fois il étend la main sur la couronne d'Italie, mais qu'il sache bien que six mois n'ont rien altéré votre bravoure, votre fidélité pour votre empereur et roi. Lorsque, sortis des portes de Vérone et courant de victoire en victoire, vous avez chassé l'ennemi dans ses frontières, vous lui avez généreusement accordé un armistice. Tout en disant qu'il voulait faire des propositions pacifiques, il s'armait pour la guerre.

« Eh bien! nous aussi nous sommes armés, et cette paix que nous lui offrons généreusement, nous l'obtiendrons de force dans sa capitale. Soldats! la lutte ne sera pas longue : c'est le même ennemi que vous avez battu à Santa-Lucia, à Somma Campagna, à Custozza, à Volta, et devant les portes de Milan.

« Dieu est avec nous, parce que notre cause est juste. Debout, soldats! suivez encore une fois, suivez votre chef blanc sous les armes; suivez-le à la guerre et à la victoire. Je serai témoin de vos exploits. Ce sera le dernier acte joyeux de ma longue vie de soldat si, dans la capitale d'un ennemi déloyal, je puis décorer la poitrine de mes braves camarades du signe de leur valeur conquis avec le sang et la gloire.

« En avant, soldats! à Turin! que ce soit là notre mot d'ordre; c'est là que nous trouverons la paix pour laquelle nous combattons. Vive l'empereur! vive la patrie! »

Ferrare, 12 mars. — On exécute de grands travaux dans la forteresse; des troupes sont attendues.

PARME, 14 mars. — Les Autrichiens ont évacué Parme. Cette nouvelle est arrivée par le télégraphe à Turin, et cette nuit par courrier à Gènes; le courrier venait de Sarzana.

TURIN, 17 mars. — Par ordonnance du prince Eugène de Savoie-Carignan, datée du 17 mars, est proclamée la levée en masse de tous les citoyens des provinces lombardo-venetiennes, en état de porter les armes, âgés de dix-huit à quarante ans.

La loi pour la mobilisation d'une partie de la garde nationale a été adoptée à la presque unanimité par le sénat de Turin.

Ce n'est pas M. Mortier qui était arrivé à Turin et parti pour le quartier-général de l'armée, c'était M. Mercier.

### HONGRIE.

A la date du 13 mars, nous trouvons dans le *Lloyd*, journal ministériel autrichien, la correspondance suivante que nous reproduisons seulement à titre de renseignements.

« Les Hongrois se retirent et paraissent se borner à faire une guerre de guérillas. Leur chef Dembinski aurait dit : « Je ne veux pas conquérir des villes; mon but est de tuer les soldats.

« Les insurgés, qui sont malheureusement très-nombreux, et dont l'insolence augmente de jour en jour, ayant rassemblé dans l'arrondissement de Solt 2,000 hommes (soldats hongrois) et 6,000 hommes de la levée en masse, ont dernièrement passé le Danube, occupé Feldvar, et, d'après un bruit répandu hier, se sont avancés jusqu'à Erceny à 4 milles de Pesth... Le corps d'armée du ban est parti avant-hier de Szolnok; il est destiné à se réunir aux Serbes et doit marcher vers Szegediu.

Le ban se trouve aujourd'hui à Keckemet; il lui a été impossible de camper dans les environs de Szolnok, car les insurgés, avant de se retirer au-delà de la Theiss, y ont tout ravagé. On dit, mais je ne pourrais pas garantir cette nouvelle, que les troupes impériales ont réussi à se rendre maîtresses de la ville de Komorn et d'une tête de pont sur le Danube. Rien de nouveau du côté de la Transylvanie.

On ne peut plus reconnaître ce pays. D'un côté ce sont les Vénètes, d'autre les Szeklers qui devastent ce beau pays. Plus de 200 villages et près de 40 bourgs sont réduits en cendres. Le reste de la bibliothèque du comte Bethlen dont une partie fut détruite par les Turcs, en 1683, n'est plus. Du bourg Jelvicz il ne reste que l'église. Les vivres sont extrêmement chers à Klausenbourg. Une livre de viande qui s'y vend ordinairement 4 kreutzers, est payée maintenant 24 kreutzers. On dit que Ben est blessé et malade, et qu'un général français le remplace provisoirement.

D'après un journal de Vienne, le général commandant en chef de la Gallicie, Hammerstein prépare une expédition contre les Hongrois, et il se propose de se mettre lui-même à la tête de ce corps.

La diète d'Agram est déjà considérée comme non-venue par le gouvernement autrichien. Ce n'est pas à elle que les ministres ont envoyé la Constitution octroyée, mais à la direction des postes et en langue allemande. Un procédé pareil révolte la diète croate. Aussi a-t-elle décidé qu'elle ignorerait la nouvelle Constitution, et continuerait ses délibérations pour doter le pays d'une loi fondamentale, votée par elle-même.

La diète se propose de présenter à la cour de Vienne les conditions d'union avec l'Autriche, et elle protestera contre la séparation du cordon militaire du reste de la Croatie.

— Les habitants de Moklar ont intercepté et livré aux Hongrois cinq wagons autrichiens remplis de munitions. Les Autrichiens, pour s'en venger, ont brûlé complètement le bourg.

La *Gazette d'Augsbourg* annonce de Pesth, à la date du 12 mars, ce qui suit : Une expédition militaire embarquée sur six bateaux remorqués par trois à vapeur est envoyée aujourd'hui contre les insurgés qui arrivés du comitat de Baranya se rassemblent sous les ordres du général Dwer-nicki dans les environs de Feldvar. Casimir Batlyani et un frère de Perczel doivent se trouver parmi ces insurgés. On s'attend à des événements importants. La division hongroise qui opérait près de Szolnok avait, à ce qu'on dit, pour commandant un général français nommé Duchatel.

— Le vingt-huitième bulletin autrichien en donnant un aperçu trop général des opérations militaires en Hongrie ne dit rien de nouveau. Il relève seulement le blocus des forteresses de Komorn et de Peterwardein où les Hongrois tiennent ferme. Il confirme les nouvelles non officielles sur la résistance que les Hongrois opposent à l'armée impériale. La force de celle-ci est évaluée à 448,000 hommes, mais un tiers seulement peut être employé pour opérer. Le bulletin remarque que l'esprit insubordonné des habitants augmente les difficultés de cette campagne.

— Une correspondance particulière des frontières de la Gallicie annonce que les Hongrois font mine de vouloir faire irruption dans la Bukowine. Une levée en masse de paysans, que les autorités autrichiennes en Gallicie voulaient organiser, rencontre beaucoup de difficultés.

— Le feld-maréchal Windischgratz adresse aux Hongrois une proclamation où la vérité est plus d'une fois offensée. Il faut que le général autrichien se trouve dans un grand embarras pour recourir ainsi à des mensonges et à la calomnie. Ensuite, a memoir du feld-maréchal n'est pas fidèle. Au commencement de la guerre, il nommait les insurgés hongrois : *aristocrates* qui se rebellaient contre les institutions libérales de l'Autriche. Maintenant il les nomme *communistes*. Il oublie, comme militaire, les égards qu'un homme d'honneur doit à des militaires distingués, quand même ils seraient ses adversaires. Nous publions ce curieux document du grand dignitaire autrichien comme nous le trouvons dans le journal viennois le *Lloyd* :

« La cause pour laquelle les rebelles combattent, n'est ni celle du pays, ni celle de la nationalité. Les rebelles représentent ouvertement la révolution et le communisme. Des hommes que tous les pays de l'Europe avaient repoussés, combattent pour la rébellion.

Le rebelle Kossuth a rasé emblé cet écume de la société humaine dans notre patrie bérée. Sur 100 prisonniers on en trouve au moins 60 qui appartiennent à divers nationalités, 40 seulement sont d'origine hongroise, et parmi eux encore la moitié sert les rebelles à contre-cœur.

Le paysan, le bourgeois et la majorité des nobles ne veulent pas entendre parler de la rébellion. Les chefs des rebelles se proposent de révolutionner non seulement la Hongrie, mais aussi, autant que possible, tous les pays de l'Europe. Ils préchent la liberté, l'égalité et la fraternité, et ils font aux pieds les droits les plus saints de la moralité de chaque Etat et de toute propriété.

Je prendrai des mesures vigoureuses. Quiconque s'opposera à ma volonté, sera exterminé. Que chacun réfléchisse que je combats pour le bien général et que tout le monde se sente encouragé à m'aider sous ses moyens. Le comte Szirmay a déjà renforcé l'armée impériale d'un bataillon des volontaires. Limitez-le dans toutes les parties de la Hongrie! »

### ETATS GERMANIQUES.

Le prince Edouard de Saxe-Altembourg prendra le commandement des troupes barbares et saxonnes, qui sont destinées à marcher contre le Danemark. (*Gazette d'Augsbourg*.)

HAMBURG, 15 mars. Une dépêche télégraphique arrivée aujourd'hui annonce que le roi de Hanovre a prorogé les chambres législatives au 12 avril. Cette ordonnance a fait à Hanovre une grande sensation. La garde nationale a occupé toutes les places publiques et on s'y attendait à des troubles sérieux. (*Reforme allemande*.)

— Le Hanovre fournira 6,000 hommes à l'armée allemande qui se dirige contre le Danemark.

### AUTRICHE.

Un des journaux conservateurs de Vienne annonce que le bsn Jellachich est malade des suites d'un empoisonnement. Le même journal ajoute que depuis quelque temps Jellachich se trouvait en désaccord avec la cour autrichienne.

— Les députés de la diète de Kremsier qui après leur dispersion brutale sont parvenus à Prague, ont signé une déclaration dans laquelle ils recapitulent pour leurs commettants les services qu'ils ont rendus aux peuples de l'Autriche; ils accusent le ministère d'avoir agi avec la diète d'une manière illégale et d'avoir employé la force militaire pour clore une assemblée nationale. La *Feuille constitutionnelle* de Bohême contient le texte de cette déclaration.

— Le *Lloyd* dit que le parlement de Francfort veut sauver non l'Allemagne, mais lui-même.

## NOUVELLES DIVERSES.

Pour montrer jusqu'à quel point d'absurdité on peut arriver quand on veut calomnier un parti, nous mettons sous les yeux de nos lecteurs la pièce suivante, qu'on répand à profusion dans les quartiers populaires :

« Plan d'insurrection. — Sitôt que les assassins auront quitté leurs foyers pour se réunir, les opprimés prendront en otages les femmes des assassins, et s'en feront des bouchers ou remparts, détruiront tout chez les assassins, feront des barricades et attacheront dessus les femmes des assassins. Tous les habitants des deux sexes seront mis en réquisition pour monter les pavés dans les étages, boucher les fenêtres et portes de meubles et pierres, et écraser les assassins. Tous ceux qui s'y refuseront seront mis en bouchier ou jugés sur le champ. Des dénonciations seront faites pour passer d'une maison à l'autre. Des bouchers seront préparés pour incendier les maisons qui ne seraient pas abandonnées. Des souterrains traverseront les rues en cas de retraite. Organisons nos sections pour anéantir la ferocité des brigands. »

(*Courrier du Bas-Rhin*.)

## ASSEMBLÉE NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE M. COBBON, vice-président.

Séance du 21 mars.

La séance est ouverte à midi.

Le procès verbal est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT. Un scrutin de division va avoir lieu pour constater les noms des membres présents. J'invite instamment les buissiers à ne pas souffrir que personne vote pour les représentants absents.

Le dépouillement constate la présence de 483 membres.

M. LE PRÉSIDENT. Je fais observer que depuis que le scrutin est fermé plus de quarante membres sont entrés. L'Assemblée est donc en nombre.

Voix nombreuses. — Non! non! le scrutin de division!

(Bruit.)

M. ROT. Je ne comprends pas la décision que l'Assemblée



a prise hier. Comment peut-on vouloir exiger que des commissions interrompent leurs travaux pour se rendre ici une demi-heure avant l'ouverture de la séance? Cette assemblée n'est ni une classe ni une caserne. (Bruit.) Pour mon compte, je déclare que je voterai quand je serai présent; mais je ne croirai pas encourir un blâme quand mon absence aura pour cause le travail d'une commission.

M. LE PRÉSIDENT. Il y a un vote de l'Assemblée. (Oui! oui!)

M. PICARD, représentant élu dans le département de l'Eure, donne sa démission pour raison de santé.

M. LE PRÉSIDENT. L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif aux clubs.

Plusieurs voix. — Nous ne sommes pas en nombre. (Si! si!)

M. LE PRÉSIDENT. Le bureau a décidé que l'Assemblée était en nombre.

M. LEFÈVRE. Si le bureau l'a décidé, c'est un tort, nous ne sommes pas en nombre.

Voix nombreuses à gauche. — A l'ordre! à l'ordre!

M. GENT. M. le président, faites donc respecter la décision du bureau.

M. LE PRÉSIDENT. M. Lefèvre, je vous rappelle à l'ordre.

M. LEFÈVRE. J'ai réclamé parce que je crois contraire au règlement que la discussion commence avant que cinq cents membres ne soient présents; le scrutin a constaté seulement la présence de 483 membres, j'étais donc en droit de réclamer.

M. LE PRÉSIDENT. J'ai eu l'honneur de dire qu'après le scrutin, plus de 40 membres étaient entrés dans la salle; le bureau était donc fondé à déclarer que l'Assemblée était en nombre. (Oui! oui!) Nous reprenons la discussion sur le projet de loi. L'Assemblée a adopté hier le premier paragraphe de l'art. 4er du projet de la minorité de la commission. Le deuxième paragraphe est ainsi conçu :

« Ne seront pas considérées comme clubs, les assemblées publiques et politiques non permanentes et qui ne se réunissent que pour la discussion d'un objet déterminé. »

Plusieurs amendements ont été présentés sur ce second paragraphe : le premier est de M. Danjou.

M. DENOU. Je le retire. (Mouvement de surprise.)

M. LE PRÉSIDENT. M. Charmaule a proposé l'amendement suivant, dont le premier paragraphe est conforme à celui de la minorité de la commission :

« Les clubs sont interdits. »

« Ne sont pas considérées comme clubs, ni les banquets et autres réunions publiques et politiques formés pour la discussion d'un objet spécial déterminé, sans périodicité ni continuité, ni les réunions électorales préparatoires. »

L'amendement de M. Charmaule est-il appuyé?

Voix diverses. — Oui! oui! Non! non!

M. VALETTE (du Jura) appuie non le texte mais l'esprit de l'amendement : il pense qu'il faut définir nettement ce que l'on entend par le mot club : le projet de la minorité de la commission ne convient pas à une loi aussi importante.

Plusieurs voix. — L'avis de la commission!

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le rapporteur de la majorité de la commission.

M. CRÉMIEX. Rapporteur. Je ne viens ni approuver ni combattre ce qu'a dit M. Valette, je viens seulement exprimer ici l'avis de la majorité de la commission.

Nous avons dit hier que le projet présenté par M. le ministre de l'intérieur était inconstitutionnel; à ce projet nous en avons substitué un autre qui avait pour but de réglementer un droit et non d'en réglementer la violation. (Très-bien! très-bien!)

Une voix. — C'est une insulte à l'Assemblée.

M. LE PRÉSIDENT. Il ne saurait y avoir insulte puisque l'article 4er n'est pas encore voté dans son ensemble.

M. CRÉMIEX. Je répète que, dans mon opinion et dans l'opinion de la majorité de la commission, l'acceptation de ces mots : les clubs sont interdits, est une violation de la Constitution.

A gauche. — Oui! oui! (Murmures à droite.)

M. CRÉMIEX. Donc, je viens déclarer, au nom de la majorité de la commission, que nous retirons notre projet de loi, car nous ne voulons pas que quelques-uns des articles de ce projet de loi puissent servir à réglementer la tyrannie contre le droit. (Très-bien à gauche.)

La majorité de la commission a pris une seconde résolution; comme tous les amendements présentés sont également violateurs du droit de réunion, et comme nous ne voulons pas, je le répète, servir d'instrument à la violation d'un droit... (Interruption. Marques d'impatience.) La majorité de la commission déclare qu'elle cesse de prendre part à la discussion du projet de loi.

A gauche. — Très bien! très bien!

Je vous dis donc que la majorité s'abstiendra désormais...

Une voix à droite. — Vous n'avez plus rien à dire. (Murmures à gauche.)

M. CRÉMIEX. J'ai encore le droit de parler.

Une voix. — Non plus comme rapporteur, vous ne l'êtes plus.

Après quelques mots prononcés au milieu du bruit, M. Crémieux quitte la tribune.

Les membres de la majorité de la commission abandonnent le banc de la commission.

M. DE CHARANCEY. En voyant la majorité de la commission se retirer, j'éprouve un vil sentiment de surprise; ce fait est grave et n'a pas de précédent. Qu'est-il arrivé! Comme toujours la commission s'est trouvée divisée en deux parties; l'opinion de la majorité de la commission n'a pas été partagée par la majorité de l'Assemblée. Etait-ce un motif pour que la majorité se retirât? Assurément non. Il fallait au moins qu'elle attendît que l'Assemblée eût donné une signification à son vote par l'adoption du deuxième paragraphe de l'article. Sous la République, il me semble qu'on doit avoir le respect des majorités. (Murmures.)

Au reste, la minorité de la commission a sauvé le droit de réunion dans son projet. (Non! non! Oui!) Seulement, elle a voulu réglementer ce droit; cela n'est nullement inconstitutionnel. Il s'agit de faire pour les clubs promettant d'être permanents, et surtout le suffrage universel, ce que vous avez déjà fait pour les sociétés secrètes, sans que personne vint ici réclamer.

Qu'a fait le rapporteur de la commission? Est-il venu démontrer la Constitution à la main, qu'il y avait violation de la Constitution? Non, il s'est contenté de dire que la majorité se retirait.

L'honorable membre appuie l'amendement de la minorité de la commission; il ajoute que le droit de réunion doit être réglementé.

On nous menace de révolutions; les révolutions n'arrivent qu'à la suite de fautes du gouvernement. Il y a eu une révolution, la France l'a acceptée, elle l'a subie, mais non pas désignée. (Interruption.)

Une voix. — C'est parler en mauvais citoyen. (Bruit.)

M. DE CHARANCEY. En résumé, messieurs, j'éprouve le besoin de dire que l'opinion de la minorité de la commission n'est pas celle de l'Assemblée, nous eussions tenu à honneur de rester à notre poste.

M. DOUBIER DE L'ÉCLUSE. Je suis de ceux qui ont présenté des amendements, et à ce titre, je proteste contre le reproche que vient de nous adresser M. Crémieux de violer la Constitution... (Interruption à gauche.)

Quand l'ordre est menacé, c'est un devoir pour ceux qui ont à cœur l'intérêt du pays de tout faire pour raffermir l'ordre. J'ai cru remplir ce devoir en présentant mon amendement, et j'insiste (murmures). En voici le texte :

« Les clubs sont interdits. »

« Est qualifiée club toute organisation d'individus ayant des séances publiques périodiques ou à des intervalles irréguliers, des orateurs, des associés ou son public, et dont l'objet habituel est la discussion de théories ou de thèses pouvant troubler les droits ou la liberté d'autrui et la sécurité publique. »

A gauche. — La question préalable!

M. DE LABOULIE. Je viens apporter sur l'amendement ap M. Bouhier de l'Écluse l'avis de la minorité de la commission, devenue la commission tout entière. (Rires.)

Plusieurs voix. — L'amendement n'est pas appuyé! C'est inutile!

M. DE LABOULIE. La commission pense que l'amendement est inutile en présence de la rédaction que nous avons pré-

sentée.

M. LE PRÉSIDENT. Je consulte l'Assemblée sur le deuxième paragraphe de l'article 4er de la minorité de la commission. Le scrutin de division a été demandé sur ce paragraphe : il va y être procédé.

M. FLOCON. Le scrutin secret avec appel nominal. (Non! non!)

Il est procédé au scrutin de division.

Une certaine agitation règne dans l'Assemblée pendant le scrutin; nous remarquons qu'un certain nombre de représentants de la gauche s'abstiennent de voter.

M. LE PRÉSIDENT. Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants, 422 (Mouvement.)

Cinq cents membres n'ayant pas pris part au vote, le scrutin va être recommencé. Voici néanmoins le résultat du scrutin annulé. (Non! non! — Lisez!)

Votants, 422

Majorité, 212

Bulletins blancs, 402

Bulletins bleus, 20

Il va être procédé à un nouveau scrutin

Plusieurs voix. — Le scrutin secret! (Non! — Agitation prolongée.)

Voix nombreuses. — L'appel nominal!

M. LUNEAU. Je demande qu'on procède à l'appel nominal pour le vote qui va avoir lieu, afin que l'on puisse constater si l'Assemblée est en nombre avant la clôture du scrutin, et que le pays sache quels sont les représentants qui s'abstiennent de voter.

M. GENT, à ses voisins. Il est entendu que lorsqu'on nous appellera, nous ne répondrons pas.

Une vive agitation règne dans la salle, tous les représentants ont quitté leurs places.

Il est procédé à un nouveau scrutin de division avec appel nominal.

Les deux urnes du scrutin secret sont déposées sur la tribune; les représentants votent en déposant une boule noire dans l'urne du contrôle et un bulletin blanc ou bleu dans l'urne du vote.

Au premier appel, les membres adoptant le projet de la commission, prennent seuls part au vote, et l'on ne voit tomber dans l'urne que des bulletins blancs. Au réappel, un certain nombre de membres de l'opposition se décident à prendre part au vote.

Enfin, un deuxième réappel a lieu et presque tous les membres qui s'étaient abstenus jusqu'alors se ravisent et viennent voter à l'envi.

L'appel et les rappels terminés, plusieurs représentants se présentent encore pour déposer leurs votes. Dans le nombre de ces retardataires, se trouve M. Crémieux, dont la présence à la tribune est accueillie par des marques d'étonnement et quelques rires.

Le scrutin, ouvert quelques minutes avant deux heures, est fermé à trois heures vingt minutes.

On procède au dépouillement.

En voici le résultat :

Votants, 614

Majorité absolue, 308

Pour, 464

Contre, 450

L'Assemblée a adopté le paragraphe.

M. LE PRÉSIDENT. Il va être procédé à un nouveau scrutin de division sur l'ensemble de l'article 4er.

Nous remarquons qu'au moment où l'huissier monte vers l'extrême gauche pour recueillir les bulletins, les membres de cette partie de l'Assemblée s'abstiennent de voter; mais lorsque les urnes sont déposées sur la tribune, un assez grand nombre de membres de la Montagne, parmi lesquels nous remarquons MM. Gent, Raynal, Etienne Arago, s'empressent d'aller déposer leurs bulletins.

A ce moment une assez vive agitation se manifeste au sommet de l'extrême gauche. Une vive discussion paraît engagée dans un groupe au milieu duquel nous remarquons MM. Felix Pyat, Gent, Buvigier, Meand etc. Le débat entre eux est très-animé. MM. Crémieux et Pascal Duprat semblent inviter leurs collègues à voter. Un certain nombre refuse.

M. LE PRÉSIDENT, se tournant vers l'extrême gauche. Quelqu'un d'entre vous veut-il prendre part au vote!

A droite. — Fermez le scrutin.

Le scrutin est fermé.

En voici le résultat :

Nombre des votants, 707

Majorité absolue, 351

Pour l'article, 494

Contre, 303

L'Assemblée adopte l'article 4er.

M. DUCUX. Citoyens représentants, je vous demande la permission de suspendre un seul instant notre discussion sur les clubs pour appeler votre attention sur des faits graves que le gouvernement ne peut ignorer.

Le gouvernement demande, au nom de l'ordre, que des mesures soient prises pour sauver la société; je viens demander, moi, à l'Assemblée nationale les moyens de sauver la République qui est sérieusement menacée.

J'ai sous les yeux deux documents authentiques qui ont eu une trop grande publicité pour que le ministère puisse les ignorer. Ces deux pièces émanent d'un comité qui a son siège dans la rue du Faubourg-Saint-Honoré, et qui passe même, non sans quelque vraisemblance, pour être sous le patronage du ministère. Ces circulaires sont envoyées à un très grand nombre d'exemplaires par toute la France; et le secrétaire du comité qui les expédie porte un nom assez connu dans le monde politique pour que ses actes se soient pas ignorés.

L'honorable représentant lit deux paragraphes de ces circulaires. Dans le premier, le comité recommande aux électeurs de demander aux candidats une déclaration de dévouement à la famille de Napoléon qui seule peut sauver la France. (Murmures. Agitation prolongée.)

Dans le second paragraphe, on recommande aux électeurs de maintenir tous leurs droits, et surtout le suffrage universel, qui leur donnera le moyen de constituer un empire éternel et décentral, seul moyen de sauver la société. (Nouveaux mouvements.)

Ce comité, ajoute M. Ducux, existe depuis longtemps, et ses circulaires, je le répète, ont eu une trop grande publicité pour ne pas être connues du gouvernement. Je viens les dénoncer à l'indignation de l'Assemblée. (Très bien!)

M. O. BARROT, président du conseil. Je commence par déclarer à l'honorable M. Ducux...

M. SAUTERA. A l'Assemblée.

M. O. BARROT. Et à l'Assemblée tout entière que je ne connais pas la circulaire dont il vient d'entretenir l'Assemblée. (Marques de surprise à gauche.)

Je répète à l'Assemblée que je viens d'apprendre par l'honorable M. Ducux le fait et les termes de la circulaire dont il a entrevenu l'Assemblée.

Je répète à l'Assemblée tout entière qu'il est faux qu'aucun comité d'élection ait été placé sous le patronage du gouvernement, qu'il n'en est aucun dont le gouvernement accepte la responsabilité et la solidarité.

J'ajoute un mot. Quand on veut provoquer l'action et la surveillance du gouvernement, il y a des moyens plus réguliers et moins retentissants. (Murmures à gauche.) Et si cette tribune peut être saisie sans préparation et quelquefois même en dehors de toute convenance... (Interruption à gauche.)

Quelques voix. — A l'ordre! à l'ordre!

M. FELIX PYAT. Est-ce que M. le ministre prend l'Assemblée pour un club?

M. O. BARROT. Comment, on pourra, sans sortir des convenances, venir à cette tribune, sans avoir averti personne, porter contre le gouvernement le reproche de solidarité avec un comité électoral.

Une voix. — Cela est contraire à toutes les convenances comme à toutes les règles.

M. O. BARROT. Sur le fait en lui-même, au nom du gouvernement, je n'ai qu'à dire une chose : le gouvernement fera son devoir, et de quelque côté qu'elle vienne, toute provocation à la violation de la Constitution sera poursuivie. (Murmures à gauche.)

Une voix. — Vous en donnez l'exemple.

M. LE PRÉSIDENT. Laissez donc au ministre le droit de s'expliquer et de répondre à la question qui lui est faite.

M. O. BARROT. Mais je dois avertir l'Assemblée d'un danger auquel elle pourrait être entraînée par la violation de son règlement. Le droit d'interpellation est incontestable, nous l'avons toujours respecté; mais il est aussi environné de certaines garanties, et si sous ce nom de motion d'ordre qui n'a presque jamais été qu'un signe de trouble et de confusion... (Nouveaux murmures.) si sous ce nom, je le répète, on peut introduire incidemment au débat le plus sérieux toute espèce de question ou d'interpellation, il n'est pas d'assemblée politique qui puisse délibérer. (Murmures.)

Et si nous voulions, à notre tour, ramasser toutes les calomnies infâmes qui se débiteraient contre ce qu'il y a de plus élevé dans le pays (Murmures à gauche), contre l'homme honoré par la suffrage universel, de la plus grande distinction qui puisse être donnée à un citoyen; si nous venions en entretenir l'Assemblée, il n'y aurait pas ici de délibération possible, vous descendriez de la haute sphère où vous êtes placés, vous abaisseriez votre mission. (Oui! oui! — Murmures à gauche.)

Quant au fait dont a parlé M. Ducux, je ne puis que répéter que le gouvernement fera son devoir. (L'ordre du jour! l'ordre du jour!)

M. DUCUX. Je ne répondrai qu'un mot à M. Odilon Barrot. Il a interpellé à sa manière la forme des convenances; je lui dirai que je le prie de m'en croire aussi bon juge dans ma conscience qu'il peut l'être lui-même. (Assez! assez!)

L'incident est terminé.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Victor Lefranc sur la loi des clubs.

M. VICTOR LEFRANC. Je viens proposer à l'Assemblée d'introduire dans la loi une nouvelle exception.

Vous avez sauvegardé une partie du droit de réunion dans votre deuxième paragraphe; eh bien! je demande que le droit d'association soit sauvegardé aussi.

Ainsi, si une association permanente veut réunir ses membres, le pourra-t-elle sans que les tribunaux ne l'appellent aussitôt à réunir permanente? Les tribunaux ne feront-ils pas de la permanence de l'association sur la réunion accidentelle?

Je viens donc vous prier d'adopter ou de renvoyer à la commission l'article suivant :

« Une voix à l'extrême gauche. — Dites à la police. »

M. V. LEFRANC. Voici cet article :

« Ne sont pas non plus considérées comme clubs les réunions des associations politiques ayant un objet déterminé. »

M. DE LABOULIE. L'article adopte l'entière le droit d'association. (Murmures à gauche.) Nous ne nous opposons qu'à la permanence des réunions, et dans l'exemple cité par M. Lefranc la réunion ne serait qu'accidentelle. La loi sur laquelle on délibère en ce moment est une loi présentée de bonne foi et qui serait appliquée de même.

Voix nombreuses. — Aux voix! aux voix!

M. V. LEFRANC. Je ne citerai qu'un exemple. On ne niera pas que la société du libre-échange ne touche à la politique.

A gauche. — C'est bien différent, M. Faucher en fait partie. Une autre voix. — Et les amis de la Constitution?

M. V. LEFRANC. L'association des amis de la Constitution n'est peut-être pas assez déterminée. Je veux prendre un exemple où le but de l'association soit bien déterminé.

Eh bien! je demande si l'association du libre-échange pourra, oui ou non, avoir des réunions. On me dit : oui, pourvu qu'elles ne soient pas permanentes. Mais, prenez garde, la périodicité peut et doit être considérée comme constituant la permanence. J'insiste pour que l'article que j'ai proposé soit renvoyé à la commission.

Une voix. — Il n'y en a plus.

M. ODILON BARROT, ministre de la justice. On demande si la périodicité de réunion constitue la permanence. Evidemment il y a une différence entre la permanence et la périodicité. Cependant, si certaines personnes pouvaient se réunir périodiquement d'une manière continue, vous prétextez que ces réunions ne constituent qu'une association, vous n'auriez rien fait par votre vote de tout à l'heure, car vous n'auriez pas alors autre chose qu'une aggravation des clubs que vous avez voulu faire disparaître.

L'association a le droit de se former et d'exister; mais elle ne peut constituer le club. Que si une association à des réunions accidentelles, la loi ne l'ait pas, cela est évident; mais que si elle constitue un club dans son sein, elle n'est plus une association; car il ne suffit pas de s'appeler association pour échapper à la loi.

M. VALETTE insiste pour le renvoi à la commission.

M. V. LEFRANC. Il résulte clairement de ce qu'a dit M. le ministre de la justice que nous tomberons dans le club toutes les fois que nous nous réunirons en public. Ce n'est pas là évidemment ce que veut la commission, je demande qu'elle examine la question avant de se prononcer.

M. DE LABOULIE. La loi de juillet 1848 dit positivement que les associations politiques et non publiques ne pourront se former qu'avec une autorisation préalable.

Maintenant, que faisons-nous? Nous retirons aux clubs le droit de permanence. Quant aux associations, nous n'y touchons pas; elles sont et n'ont jamais cessé d'être libres. (Bruit et réclamations à gauche.) Oui, je dis bien haut qu'il n'est dans la pensée de personne d'y porter atteinte.

M. DE LABOULIE. Seulement, quand l'association prend le caractère de réunion permanente, elle perd celui d'association. Le droit d'association reste entier. Je repousse donc l'article additionnel de M. Victor Lefranc comme inutile.

M. DUPONT (de Bussac) insiste pour qu'une explication soit donnée, qui rassure toutes les opinions sur le droit d'association, ou que l'amendement soit renvoyé à la commission.

M. LEON FAUCHER, ministre de l'intérieur. Le gouvernement et la commission n'ont nullement entendu atteindre, par la loi actuelle, le droit d'association.

Les associations resteront dans la situation où les a placées la loi de 1848; la loi actuelle n'atteint que les clubs.

Si les associations publiques veulent avoir des réunions accidentelles, elles le pourront; elles ne pourront avoir de réunions permanentes, car il ne sera pas permis à une association qu'à des particuliers de former un club. (Aux voix! aux voix!)

M. CHARMAULE insiste pour le renvoi à la commission.

Qu'on nous laisse au moins, s'écrie-t-il, autant de liberté que nous en donnait le code de 1810.

M. DUPONT prononce quelques mots de sa place.

M. CHARMAULE. M. Dupin se trompe. Il a commis la même erreur dans la discussion de la loi du 28 juillet. Il a vécu dans son erreur. (Rire.)

De toutes parts. — Aux voix! aux voix!

M. CHARMAULE. Je persiste à demander le renvoi à la commission.

M. EMMANUEL ARAGO. Je ne veux qu'adresser une question à M. le ministre de l'intérieur. Des cercles existent, s'ils sont ouverts au public on dira que ce sont des clubs, et on leur appliquera la loi que vous venez de voter, ou ils fermeront leurs portes au public, et alors on les appellera sociétés secrètes, et on les interdira en vertu de la loi de 1818; ou ne peut laisser à l'arbitraire des tribunaux de décider si le réunion et l'on n'est pas un club; je demande donc à M. le ministre de l'intérieur de dire nettement ce qu'il entend par association.

M. LEON FAUCHER fait signe qu'il ne répondra pas.

M. LE PRÉSIDENT. L'art. 2 est renvoyé à la commission. (Interruption.)

Une voix. — Il n'est pas renvoyé.

Une autre voix. — A quelle commission! il n'y en a plus.

M. DUPONT (de Bussac). Je viens m'opposer au renvoi à la commission. Il n'est pas possible de ne pas exiger une réponse de M. le ministre; il ne suffit pas que M. le ministre, avec un certain air hautain, dise qu'il n'est pas chargé de définir l'association. Vous n'êtes donc chargé que de la définir! (Applaudissements à gauche.)

Il n'est pas possible qu'une discussion aussi grave reste en suspens pendant vingt-quatre heures. Je m'oppose au renvoi à la commission, et j'insiste pour que M. le ministre repone catégoriquement à la question qui lui a été adressée par M. A. ago.

Voix nombreuses. — Le ministre! le ministre!

M. CHARANCEY. La commission a déjà déclaré qu'elle n'a entendu attaquer en aucune sorte le droit d'association. Je ne peux que renouveler ce qui a déjà été dit tout à l'heure.

(Aux voix! aux voix!)

M. LAURENT (de l'Ardèche) prononce quelques mots.

M. LE PRÉSIDENT. L'article sera renvoyé à la commission c'est de droit.

La séance est levée à 5 heures 41/2.

## COURS ET TRIBUNAUX:

## HAUTE COUR DE JUSTICE,

## SÉANT A BOURGES.

## Procès des accusés du 15 mai. — Séance du 20 mars.

L'audience est ouverte à dix heures et demie.

Le citoyen Victor Riglet, architecte, ex-capitaine d'état-major. Ce témoin est relevé, sur ses explications, de la condamnation à 400 fr. d'amende prononcée contre lui au commencement des débats.

Il dépose en ces termes :

Dans la journée du 15 mai, j'ai été chargé par le général Guinard d'abord, vers une heure, d'aller savoir ce qui se passait à l'Assemblée; elle était déjà envahie, et Barbès annonçait au peuple assemblée dans les cours qui font face à la rue de Bourgogne, qu'il était admis à défilé dans l'Assemblée.

Louis Blanc et Albert l'accompagnaient, et ils se tenaient tous trois serrés l'un contre l'autre pour mieux se faire voir; ils étaient descendus sur l'entablement qui est en avant des colonnes extérieures de la salle servant aujourd'hui de passage pour aller dans le sein de l'Assemblée.

Le citoyen Armand (François), huissier de la préfecture de la Seine, 45 ans.



Le citoyen Hingray (Charles), 51 ans, éditeur, représentant du peuple, colonel de la 40<sup>e</sup> légion.

J'étais, dans la soirée du 44, président à la réunion des colonels, qui eut lieu à l'état-major général. La 40<sup>e</sup> légion devait fournir comme les autres un contingent de mille hommes qui devaient, d'après les instructions qui m'étaient données, être dirigés le lendemain matin place du Carrousel, pour demeurer là à la disposition de l'état-major. L'ordre fut exécuté ainsi. Appelé à la chambre, je n'ai eu que plus tard la connaissance de la direction donnée à ces mille hommes.

Le général Courtais avait écrit le 45 au matin au président de l'Assemblée :

« J'ai l'honneur de vous prévenir que ce matin il y aura mille hommes en plus de la 40<sup>e</sup> légion à l'Assemblée nationale. »

N'ayant point reçu ordre de commander d'autres forces que les 4,000 hommes dont j'ai parlé plus haut, je suppose que c'était ces 4,000 hommes que le général se proposait d'envoyer à l'Assemblée. J'ai su depuis qu'une partie avait été dirigée sur le quai d'Orsay, et l'autre sur la place de Bourgogne.

J'ai lu dans un compte-rendu des dépositions qui ont précédé la mienne, que Blanqui m'avait parlé pour me demander à passer comme délégué. Je déclare que je n'ai point vu Blanqui. J'ai vu à ce moment le général Courtais, qui m'a dit d'un ton profondément affligé : « Colonel, l'Assemblée est envahie ; je suis un homme perdu, déshonoré. »

En arrivant à l'Assemblée, j'avais été fort surpris de voir le pont dégarni de troupes ; c'était un fait élémentaire de la défense. Je manifestai mon étonnement à M. Courtais, qui me répondit que le pont devait être occupé par la 4<sup>re</sup> légion.

Le greffier, sur l'ordre du président, donne lecture de la déposition écrite du citoyen de Tracy et d'une lettre qui y est jointe.

Voici le texte de l'une et de l'autre :

Déposition du citoyen Tracy. — Dans la soirée du 44, je me suis rendu à l'état-major général pour recevoir, ainsi que les autres colonels, les ordres pour la journée du lendemain. Il fut ordonné que chaque légion réunirait mille hommes dans sa mairie, c'est-à-dire à son état-major.

En ce qui concerne la première légion, je fus averti que cette réserve de mille hommes, réunie à neuf heures du matin, devrait attendre ainsi à la mairie l'ordre de se transporter au pont de la Révolution, place assignée provisoirement à cette réserve.

Les ordres, ainsi donnés de vive voix, me furent confirmés dans la nuit du 44 au 45, par un ordre signé Saisset, que je mets sous vos yeux, et dont je propose de prendre copie, désirant conserver l'original en mes mains.

Je me conformai scrupuleusement à ces instructions, car le lendemain matin, 45, à neuf heures, la réserve de mille hommes, sous le commandement du chef de bataillon Bourcard, était à la mairie ainsi que je vins m'en assurer par moi-même.

Aucun ordre nouveau n'était encore arrivé à l'état-major de la légion, pour mettre en mouvement le bataillon, lorsque j'y passai à onze heures, en me rendant à l'Assemblée. J'avais eu soin de m'entendre avec ce chef de bataillon pour qu'on m'y fit prévenir qu'il était rendu à la position qu'il devait occuper.

Je suis demeuré à l'Assemblée jusqu'à deux heures et demie environ, heure à laquelle seulement je fus averti que le bataillon de réserve se trouvait à l'extrémité du quai des Invalides. Je trouvai moyen, non sans quelques difficultés, d'arriver jusqu'à lui.

J'appris alors du commandant Bourcard que vers midi, ne recevant point d'ordre de l'état-major, il s'était rendu de sa personne avec le capitaine Clary sur la place de la Concorde, qu'il avait trouvée couverte d'une multitude immense. Qu'après il retourna en toute hâte à la mairie pour mettre son bataillon en mouvement. A ce moment, me dit-il (il était alors midi un quart), un élève de l'école de Saint-Cyr arrivait de l'état-major portant l'ordre de se mettre en marche, ce qui fut exécuté en se dirigeant parla rue des Champs-Élysées.

Arrivé à l'extrémité de cette rue, une masse considérable se dirigea vers la tête du bataillon. ordonnant avec menace de retirer les baïonnettes et de mettre les baïonnettes dans les fusils, pour s'assurer qu'ils n'étaient pas chargés, injonctions auxquelles le chef de bataillon refusa d'obéir, résistant avec fermeté.

Reconnaissant l'impossibilité de pénétrer jusqu'au pont de la Concorde, il ordonna à son bataillon de faire tête de colonne à droite, afin de gagner le plus promptement possible le pont des Invalides, qui pouvait se trouver occupé comme l'était celui de la Concorde ; heureusement il n'en était rien, et le commandant Bourcard put amener son bataillon sur le quai des Invalides, à l'extrémité du quai, où, comme je l'ai dit plus haut, je fus le retrouver.

Plusieurs personnages vinrent devant le front de la légion dirent que l'Assemblée était dissoute, qu'un nouveau gouvernement s'était formé, et qu'il n'y avait plus rien à faire. Ces propos furent tenus particulièrement par un individu portant les insignes de lieutenant-colonel de la garde nationale ; mais j'ai entendu dire qu'il n'appartenait point à la garde de Paris ni de la banlieue. La seule remarque que j'ai faite, c'est qu'il était d'une forte stature.

Je continuai d'avancer peu à peu avec ma légion, jusqu'au-dessus de la grille qui fait face au pont ; alors je pris sur moi, dans le dessein de faire évacuer l'enceinte du palais, d'y pénétrer ; ce que je fis en longeant les marches du péristyle, en traversant le petit jardin sur la rue de Bourgogne, et en entrant par la salle des conférences, d'où s'échappèrent en désordre les individus qui l'encombraient ; de là j'arrivai, par la salle des distributions, à la salle des séances, qui fut promptement évacuée, ainsi que les tribunes, où la garde nationale avait déjà pénétré.

Lettre produite par M. le colonel de Tracy, à l'appui de sa déposition du 22 mai.

« Etat-major général des gardes nationales du département de la Seine.

Paris, le 44 mars 1848.

« Colonel,

» Par ordre du général commandant supérieur, les adjudants-majors ont reçu l'invitation de faire réunir demain, dans chaque légion, une réserve de deux cents hommes en cas de besoin.

» Le général me charge de vous dire qu'il est nécessaire que cette réserve soit portée à mille hommes, et il vous prie de donner les ordres que vous jugerez convenables pour qu'elle soit réunie à votre état-major demain matin, à neuf heures, sous les ordres du chef de bataillon, pour y attendre les instructions que les circonstances pourront nécessiter.

» Salut et fraternité.

« Le colonel sous-chef d'état-major général.

» SAISSET. »

Le citoyen Morhery, représentant, rend compte des faits généraux. Il a reconnu Raspail et l'engage à employer son influence pour faire retirer la foule ; ce que fit Raspail, qui était très affligé de ce qui se passait. Il était malade et s'en alla dans le jardin.

LE CIT. BAROCHÉ. L'accusé Raspail avait annoncé l'intention de confronter le témoin avec M. Point.

LE CIT. RASPAIL. L'heure à laquelle M. Morhery m'a rencontré prouvera que M. Point n'a pu me rencontrer comme il le dit.

LE CIT. MORHÉRY. C'est quelques minutes avant la dissolution que j'ai rencontré Raspail.

Le citoyen Point, appelé, déclare que le moment où il a rencontré Raspail, et lui a entendu dire : « Emmenez Barbès à l'Hôtel-de-Ville, » est postérieur à la dissolution de l'Assemblée prononcée par Huber ; car il n'a quitté la salle des séances qu'après l'expulsion du président de son fauteuil.

LE CIT. PRÉSIDENT. Dans quel jardin M. Morhery a-t-il rencontré l'accusé Raspail ?

R. Dans le jardin sur lequel donnent les fenêtres de la salle des Pas-Perdus.

LE CIT. RASPAIL. La déposition extraordinaire du témoin Point n'a pu être connue à Paris que dimanche matin par les journaux. Un homme respectable, M. Leroy d'Étioles, chi-

rurgien-major de la 43<sup>e</sup> légion, qui a assisté à la séance, donne, par la lettre que voici, un démenti formel. M. Leroy d'Étioles pourra être assigné, mais je tiens à faire ressortir la date de la lettre que j'ai reçue hier, et je la dépose jusqu'à l'audition de M. Leroy d'Étioles lui-même.

Le citoyen Morhery donne un autre démenti à M. Point. Il faut que M. Point ait été à un mauvais sentiment...

LE CIT. PRÉSIDENT. Je ne puis vous laisser parler ainsi des sentiments d'un témoin.

LE CIT. RASPAIL. Cependant notre position mérite qu'on y fasse attention ; pendant dix mois, M. Point n'a rien dit, et il fait une déposition qui m'accable.

LE CIT. POINT. Je n'ai point l'honneur de connaître M. Raspail, et je n'ai aucun mauvais sentiment...

LE CIT. PRÉSIDENT. Témoin, ne vous justifiez pas ; vous n'avez pas à vous justifier ici.

LE CIT. RASPAIL. Comment ! il ne reste à l'accusation que le témoin Point ! L'accusation contre moi croulerait de toutes parts ! Les représentants disaient devant Point que je pouvais bien être innocent, et là-dessus il se dit : « Mais il ne faut pas que notre proie échappe à Odilon Barrot ! »

LE CIT. PRÉSIDENT. Je vous retire la parole.

LE CIT. RASPAIL. Si le fait, je ne mettrai pas de nom. Je dirais : inconnu, lettres algébriques, en parlant de mes ennemis. J'ai le droit d'attaquer le témoin, je ne l'attaque pas ; et pourtant, aux termes de l'article 330, je pourrais présenter une requête tendant à l'arrestation et à l'accusation de ce témoin.

LE CIT. PROCUREUR GÉNÉRAL BAROCHÉ soutient que l'accusé Raspail se trompe. L'article 330 est lu par le citoyen président. Il porte, en effet, que l'accusé peut requérir la mise en accusation du témoin.

LE CIT. PRÉSIDENT, à Raspail. Vous pouvez contredire le témoin, mais non l'injurier.

Le citoyen Point maintient sa déposition.

LE CIT. RASPAIL. Je me brûlerais la cervelle si j'avais eu le malheur d'envoyer un ami au danger sans y aller moi-même. Tous ceux qui me connaissent, ceux même qui ont trahi notre cause, et qui sont aujourd'hui à l'Assemblée, les hommes du National, savent que si quelqu'un refuse l'action d'abord, c'est toujours moi ; mais que ce n'est pas moi qui refuse de me mettre à l'action une fois engagé.

Or, si ce jour-là j'avais dit d'emmener Barbès à l'Hôtel-de-Ville, j'en rougirais de honte, et je ne survivrais pas à une pareille lâcheté. Moi, envoyer Barbès au danger, à la mort, et rentrer tranquillement chez moi ! cela n'est pas dans mon caractère ; je ne survivrais pas à une pareille lâcheté.

Ce n'est pas pour ma liberté que je lutte, mais pour ma vieille réputation de loyalisme intacte jusqu'ici. Je ne suis pas capable d'une pareille lâcheté.

LE CIT. BARBÈS. Il est impossible que Raspail ait dit de m'emmener à l'Hôtel-de-Ville. Son caractère le met à l'abri de tout soupçon. D'ailleurs, il n'avait pas besoin de dire qu'on m'emmenait à l'Hôtel-de-Ville, car je voulais y aller. Le propos qu'on prête à Raspail n'a pas été tenu. Raspail n'est pas un lâche et moi-même je ne suis pas un ballon d'essai qu'on puisse lancer où je ne voudrais pas aller.

Il se faisait un tel tumulte que M. Point n'a pas pu entendre ce qu'il rapporte. Peut-être a-t-il entendu crier : à l'Hôtel-de-Ville ! tout le monde le criait, excepté Raspail.

LE CIT. POINT. J'étais à côté de M. Raspail, je venais de le voir ; je l'ai parfaitement reconnu et parfaitement entendu. Le 45 mai de quatre-vingt-cinq heures du soir, le ministère de l'intérieur a été envahi par une centaine d'individus ; les gardes nationaux qui le gardaient n'ont opposé aucune résistance ; ils n'étaient qu'en très-petit nombre.

Trente personnes en tête desquelles étaient Sobrier et deux personnes dont la figure ne m'est pas inconnue, mais dont j'ignore les noms, montèrent dans mon cabinet : j'y étais seul avec mon secrétaire. Sobrier fit le tour de l'appartement et ne m'adressa pas la parole.

Quelques-uns de ceux qui l'accompagnaient s'approchèrent de moi, me demandèrent d'annoncer aux départements, par dépêche télégraphique, que l'Assemblée nationale était dissoute, que le gouvernement était renversé, et qu'un nouveau gouvernement provisoire révolutionnaire venait d'être institué. Ils me firent connaître les noms, qui sont les mêmes que ceux qui avaient été annoncés à l'Assemblée et à l'Hôtel-de-Ville, et me proposèrent d'être ministre du nouveau gouvernement.

Je refusai très-énergiquement d'obtempérer à leur demande, ils me proposèrent alors d'être le ministre de l'intérieur du nouveau gouvernement.

Je repoussai cette proposition avec indignation, et après quelques instants de discussion animée, ces personnes se retirèrent, et peu de temps après je n'aperçus que les sceaux du ministère avaient été enlevés. J'en prévins immédiatement les diverses administrations, et je donnai des ordres pour que des sceaux nouveaux fussent faits, mais différents de ceux qui avaient été emportés.

LE CIT. DURAND, élève du Lycée Bonaparte. Dans la journée du 45 mai, j'ai eu la curiosité, comme voisin de la Chambre, d'aller voir par moi-même ce qui s'y passait. Il était environ une heure dix minutes lorsque je suis arrivé place du Palais-Bourbon. Les clubs, avec leurs drapeaux, entouraient les abords de la Chambre, et déjà quelques hommes étaient parvenus sur l'entablement qui règne entre les colonnes ; d'autres frappaient violemment à la grande porte ciurée.

J'ignore si quelques-uns avaient pénétré dans l'intérieur de la cour lorsque le général Courtais a paru sur ce même entablement, d'où je l'ai clairement vu tendre la main à ceux qui cherchaient à escalader par dessus les piquants de fer qui protégeaient de ce côté l'entrée du palais : c'étaient particulièrement les porte-drapeaux dont il aidait ainsi les efforts, et j'en ai vu successivement entrer par ce moyen un certain nombre.

Je n'ai aucun doute sur l'assistance que leur a prêté en cette occasion le général Courtais. La foule qui m'entourait ne s'y est pas trompée plus que moi, car le plus grand nombre applaudissait en disant, les uns : « Vive Courtais ! » les autres : « Voilà un brave homme. »

Bientôt après l'introduction des premiers, les deux battants de la grande porte se sont ouverts, et j'ai pu voir alors au fond, réunis près de la porte d'entrée de l'Assemblée, les porte-drapeaux entrés les premiers, comme je viens de dire, qui agitaient leurs étendards.

Je n'ai plus aperçu le général au moment où la porte s'est ouverte, et même quelques instants auparavant.

Il est bon, je crois, d'ajouter que, pendant qu'il favorisait à droite de la colonnade qui me faisait face l'escalade des porte-drapeaux ; d'autres individus pénétraient également par la colonnade de gauche ; mais j'ignore si de ce côté ils rencontraient la même assistance. C'était beaucoup plus loin de moi d'abord ; puis ensuite mon attention avait été attirée de l'autre côté par la présence du général.

D. Parmi les hommes qui sont entrés, il y en avait qui avaient des bannières, comment ont-ils pu escalader ?

R. Les personnes qui étaient auprès du général prenaient la bannière pendant que celui qui la portait montait sur l'entablement ?

D. Le général donnait-il les deux mains aux hommes qui montaient ?

R. Une main seulement ; je pense qu'il se retenait de l'autre.

M. BETHMONT. Le général avait-il son chapeau sur la tête ?

LE TÉMOIN. Il avait son chapeau.

LE CIT. BAROCHÉ. Accusé Courtais, que répondez-vous à ce témoin ?

LE CIT. COURTAIS. Je le trouve un peu jeune pour déposer en justice. Je ne réponds pas à un lycéen ; les autres témoins répondront.

M. BETHMONT. Moi je ne repousse pas le jeune homme à cause de son âge ; je lui demanderai combien il a vu de personnes auprès du général Courtais ?

R. Beaucoup.

M. BETHMONT. Qu'est-ce que c'est que beaucoup ? quel nombre à peu près ?

R. Je ne peux pas fixer le nombre.

M. BETHMONT. Il serait bon de savoir combien il peut tenir de monde sur cet entablement. Je crois qu'il n'y a pas beaucoup de place.

LE CIT. BAROCHÉ. On aura ce renseignement.

LE CIT. GOUAUX fils, étudiant en droit, sergent de la garde nationale dans la troisième légion.

J'étais de service le 45 mai à l'Assemblée nationale, sous les ordres de mon père, capitaine de ma compagnie ; les factieux qui entouraient le palais, menaçant d'envahir l'entablement sur lequel règne la colonnade au devant de la place dite du Palais Bourbon, nous reçûmes ordre d'avancer afin de protéger cette entrée.

Quelques hommes étaient déjà parvenus à escalader cet entablement et nous avions croisé sur eux la baïonnette, lorsque le général Courtais est survenu.

Supposant qu'il pourrait utilement donner des ordres à la garde mobile et à un peloton de garde nationale qui se trouvait encore en-dehors sur la place, et qu'il pourrait en second lieu, par son caractère et ses paroles, imposer à la multitude, j'ai cru devoir lui faciliter le moyen de gravir sur le même entablement. M. Etienne Arago s'y prêta ainsi que moi. Une fois sur cet entablement, le général se baissa et donna les mains à un des émeutiers.

Celui-ci ayant escaladé à l'aide de l'appui que lui prêta le général, le poussa : nous nous précipitâmes. M. Arago et moi, pour éviter au général une chute qui aurait pu être mortelle. Nous le reçûmes dans nos bras, et ce fut dans cet instant que je fus blessé au pied. Alors je perdis de vue le général Courtais et le ne revis qu'à la Chambre.

D. Donnait-il la main à deux personnes ?

R. A une seule ; mais le premier homme qu'il aida à monter en aida un autre à son tour.

D. Le général donnait-il les deux mains ?

R. Oui.

D. Dans votre déposition écrite, vous avez dit une seule main.

R. Mes souvenirs étaient peut-être plus exacts.

D. Etes-vous sûr de n'avoir pas confondu, et pouvez-vous affirmer que le général ne cherchait pas, au contraire, à repousser l'homme auquel vous dites qu'il a donné la main ?

R. Assurément, il ne le repoussait pas.

D. Le général était-il entouré sur l'entablement ?

R. Il était seul.

D. Et vous n'avez vu monter que les deux hommes dont vous avez parlé ?

R. Oui, monsieur.

LE CIT. BAROCHÉ. Avant que le général n'arrivât, n'avez-vous pas croisé la baïonnette sur ceux qui voulaient monter ?

LE Témoin. — Oui.

D. Et le général a donné l'ordre de remettre la baïonnette ?

R. Je l'ai entendu dire, mais je ne le sais pas personnellement.

M. BETHMONT. Le témoin est bien certain que le général Courtais était seul dans cette partie de l'entablement ?

LE Témoin. — Oui, monsieur.

LE CIT. BETHMONT. M. les jurés n'oublieront pas que le jeune lycéen a eu à contraindre vu beaucoup de monde.

LE Témoin. — Il aura peut-être confondu, parce qu'il y avait des gardes nationaux montés sur une table et sur des chaises.

LE CIT. BETHMONT. Le témoin affirme-t-il que le général n'a donné la main qu'à un homme ?

LE Témoin. Oui, monsieur.

LE CIT. BETHMONT. Le jeune lycéen a dit deux, lui.

LE CIT. DURAND, rappelé et interpellé, affirme que le général Courtais était entouré d'un groupe de personnes assez considérable, et qu'il a donné la main à deux hommes.

LE CIT. PRÉSIDENT. Je ferai remarquer à messieurs les jurés que les deux témoins étaient placés dans des positions différentes, l'un à l'extérieur, l'autre à l'intérieur, ce qui peut expliquer qu'ils n'aient pas vu de même.

LE CIT. GOUAUX fils. J'ajouterais que mon attention était spécialement fixée sur le général Courtais.

LE CIT. BETHMONT. Puisqu'il s'agit d'une scène qui se serait passée sur l'entablement, elle devait être également bien vue par l'un et l'autre des deux témoins. Il y a donc désaccord sur plusieurs points.

L'audience est levée à six heures.

## VARIÉTÉS.

### QUESTION HONGRO-AUSTRO-CROATE.

(Suite. — Voir les nos des 46, 47, 48 et 19 mars.)

En publiant l'article : *Question hongro-austro-croate* nous n'avons eu l'intention de ne le donner que comme étude et nous en laissons toute la responsabilité à l'auteur. Nous réservons notre opinion sur cette question si importante et nous la donnerons en temps et lieu.

Mais abordons les raisons de fond. Sur quoi les Slaves prétendent-ils à dominer les autres races qui composent l'empire ? Ils ne peuvent se fonder que sur une supériorité numérique ou morale. Voyons si ces titres sont réels.

L'Autriche, en dehors de l'Italie, qui reste naturellement étrangère à ce débat, renferme 80,000,000 d'habitants, dont 46 millions d'esclaves. Voilà certainement un nombre important et qui semble justifier les plus hautes prétentions.

Mais ces 46 millions d'hommes sont-ils unis entre eux ? Forment-ils ou peuvent-ils former un corps de nation, comme on le doit exiger de qui veut donner son nom à un empire ? Non, c'est la pierre d'achoppement de ce beau dessein. De ces 46 millions de Slaves il faut retrancher 4 millions de Slaves polonais, qui ont un passé et un avenir distinct des autres Slaves, et qui n'en épousent nullement les haines et les espérances, comme ils l'ont bien fait voir au congrès de Prague, à la diète de Vienne et dans la guerre hongroise-croate. Retrançons également 4 millions de Slaves-hongrois, qui n'ont pris aucune part à l'insurrection d'une partie des Serbes et des Croates contre les Magyars et n'ont aucune répugnance à envoyer leurs députés siéger à Pesth. Que reste-t-il donc pour former cet empire ? 8 millions de Slaves mêlés sur tous les points à des populations allemandes, cernées par l'Allemagne et la Hongrie, lesquelles s'uniraient certainement si les Slaves soutenaient leurs prétentions par les armes. L'union des Allemands et des Magyars ne s'est-elle pas faite ouvertement à Francfort ?

Voilà quelques-uns des éléments de cet empire. Et qu'on ne croie pas qu'ils seraient entendus dans un intérêt national. Ils n'y parviendraient jamais. Rappelons-nous ce qui advint de ce fameux congrès de Prague, destiné à opérer la fusion de la grande famille. Put-on convenir sur un seul point ! N'y vit-on pas éclater ces jalousies, ces inimitiés séculaires, dont rien encore n'a pu triompher ? Et cependant, ces membres du congrès, c'étaient des hommes instruits, lettrés, que l'étude des arts avait polis, dont les préjugés avaient dû s'évanouir peu à peu. Ils se réunissaient avec un vif désir de s'entendre, avec le dessin arrêté de ne rien épargner pour y parvenir. Ils étaient profondément pénétrés de la gravité d'une démarche qu'ils avaient provoquée. Qu'ont-ils fait, que de constater solennellement leurs haines implacables ? Et que doit-ce donc être entre les Peuples eux-mêmes, que l'apreté de leurs mœurs et leur ignorance livrent tout entiers aux vieilles inimitiés nationales ! Tout les divise, diversité de traditions, de religion, de langue ! Quand ils ne se détestent pas, ils sont indifférents les uns pour les autres.

Et d'ailleurs, en supposant une entente impossible, quelle serait la base du nouvel empire ? Car encore faut-il un centre commun autour duquel viennent se grouper toutes ces populations slaves éparses sur le sol autrichien. Sera-ce la Bohême ? Mais elle lutte avec peine contre l'invasion du Germanisme, déjà à peu près triomphant en Silésie et en Moravie, ces deux anneaux de la Bohême, qui lui sont indispensables pour se mettre en rapport avec les Slaves de la Hongrie. Ainsi donc les Slaves ne peuvent s'appuyer, dans leurs prétentions, sur leur majorité numérique, puisque des divi-

sions éternelles la rendent complètement illusoire.

Peuvent-ils au moins arguer d'une supériorité intellectuelle quelconque ? A défaut de la force brute, a-t-elle cet ascendant moral qu'on s'agit malgré soi ? Il est des vengeurs, nous le savons, qui, frappés de ce qu'il y a de primitif, de plus ou moins homérique chez ces Peuples, et vivement touchés de cette gravité, de cette solennité de maintien qui est plus ou moins le caractère commun des Orientaux, ont cru voir en eux les futurs dominateurs de l'Europe.

Et remarquez qu'à leurs yeux il s'agissait moins encore d'une conquête par les armes que d'une domination purement morale, comme celle qu'exercèrent les Grecs sur les Romains, leurs vainqueurs. Ils sont même allés jusqu'à faire entendre qu'il pourrait nous venir du milieu de ces Peuples une sorte de Messie, qui relèverait et régènerait les sociétés modernes par de nouveaux et seconds enseignements. Tous ces rêves sont beaux ; mais ne suffisent pas à nos yeux pour donner une forme matérielle et réelle à cet empire dont on nous parle tant. Je cherche en vain quelques traces de cette supériorité morale, de ces dons intellectuels qu'on prête si libéralement aux Slaves. Je constate qu'ils sont partout environnés de Peuples, sinon mieux doués, au moins plus développés qu'ils ne le seront de longtemps. Je vois que de tous côtés, ils ont subi, non pas cette servitude matérielle, cause ou prétexte de leur révolte ; mais cette domination nécessaire et légitime du plus habile, du plus civilisé, sur qui n'est ni l'un, ni l'autre. Ainsi les Slaves n'ont droit à la domination, ni par le nombre, ni par l'intelligence.

Mais, parviennent-ils à s'unir contre les Allemands et les Hongrois, qu'ils ne seraient point encore sûrs de la victoire. Exterminer deux races énergiques et puissantes est une bien grande affaire, même pour des Slaves.

On voit combien d'obstacles infranchissables s'opposeraient à l'accomplissement de ce dessein. Que si, contre toutes les prévisions humaines, il était mené à bonne fin, qu'en résulterait-il de ferme, de stable ? Tant de causes de dissolution dont l'effet n'aurait été que suspendu, n'agiraient-elles pas bientôt, avec d'autant plus d'énergie, qu'elles auraient été plus longtemps comprimées. Tant de difficultés inextricables, tant d'embarras, dont sortirait à peine un empire depuis longtemps établi, ne suffiront-ils pas à la ruine d'un Etat naissant ? Nous sommes donc autorisés à dire, à la première question que nous nous sommes posée, que constituer un empire slave serait chose presque impossible, et, qu'y parvint-on, ce serait bâtir sur le sable.

(La suite prochainement.)

### Bulletin de la Bourse du 31 mars.

Les fonds, qui au commencement de la séance se tenaient assez fermes, ont baissé vers la fin avec une rapidité extraordinaire. Nos boursiers, à défaut de craintes sérieuses, s'en créent d'imaginaires. Nous avons entendu circuler les bruits les plus absurdes sur la séance de l'Assemblée de ce jour. Est-il besoin de dire que ces bruits n'avaient d'autres fondement que la résistance de l'opposition ? Il est inutile de s'appesantir sur ces cancanes ; la source d'où ils viennent nous dispense de les combattre.

Le 3 0/0 a débuté à 52 25, a fait 52 90 au plus haut, et reste au plus bas à 52. Fin courant. Il reste à 52 40. Les primes ont été négociées fin courant, dont 4 de 54 à 53 45, dont 50 à 54 75, et fin courant dont 4 de 56 25 à 55 75.

Le 5 0/0 a débuté à 82 80, a fait 83 40 au plus haut, et reste au plus bas à 82 35. Fin courant, il a fait 82 20 au plus bas et reste à 82 25. Fin courant les primes ont été négociées dont deux de 86, dont un de 84 75 à 83 50 et dont cinquante de 86 à 84 75, et fin prochain dont un de 89 à 88, et dont cinquante à 91.

Les actions de la Banque de France ont débuté à 2,235, ont fait 2,300 au plus haut et restent à 2,235.

Les chemins de fer ont été négociés au comptant ; le St-Germain à 415, la rive droite de 205 à 212 50, la rive gauche de 175 à 180, l'Orléans de 810 à 815, le Rouen de 520 à 525, le Havre de 275 à 285, le Marseille de 205 à 210, le Bâle de 103 75 à 107 50, le Centre à 345, le Bordeaux de 440 à 408 75, le Nord de 440 à 451 25, le Strasbourg de 360 à 367 50, le Nantes de 330 à 332 50, et le Montreuil à 420.

L'un des rédacteurs, gérant : EUGENE CARPENTIER.

### SPECTACLES DU 22 MARS 1849.

THÉÂTRE DE LA NATION. —